
Mardi 26 avril 2011 2 26 /04 /Avr /2011 22:31

Côte d'Ivoire: Médias-mensonges. Mécanismes de l'Occident diabolique

A lire absolument pour comprendre les mécanismes de l'oppression par l'Occident ! Et à relayer partout pour que la vérité triomphe ! (eva)

LA DESINFORMATION SUR LA CRISE EN COTE D'IVOIRE

La tyrannie et ses mensonges



Bernard DESGAGNE

Chronique de Bernard Desgagné

mardi 26 avril 2011

« L'erreur ne devient pas vérité parce qu'elle se propage et se multiplie ; la vérité ne devient pas erreur parce que nul ne la voit. » — Gandhi

Le calvaire que le grand capital assoiffé de pétrole et de profits fait vivre au peuple ivoirien est une immense injustice qui est d'autant plus intolérable qu'elle se produit dans l'indifférence d'une grande partie de mes compatriotes québécois. Depuis bientôt cinq mois, malgré toute ma bonne volonté et mes efforts personnels pour sensibiliser en particulier la classe politique et les médias, j'observe impuissant les Ivoiriens, admirables résistants, se battre seuls contre l'argent des maîtres du monde et les fusils de leurs valets. Je pleure et je me réveille la nuit en les entendant gémir, appeler à l'aide.

Une multitude de blogues, de pages Facebook, de canaux Twitter et de sites Web ivoiriens et africains sont parcourus de cris d'indignation et de hurlements de douleur qu'efface sans peine le vacarme assourdissant de la machine de guerre occidentale. À peine audibles, les lamentations des victimes de Duékoué, de Gagnoa, de San Pedro, d'Abidjan et du reste de la Côte d'Ivoire se perdent dans les abysses cybernétiques, tandis que les vampires qui boivent goulûment le sang des Africains perpètrent tranquillement leurs crimes sous un déluge de média-mensonges. Avez-vous remarqué le silence de Radio-Canada depuis que l'affaire est



prétendument réglée ? Avez-vous remarqué comme cette bande de journalistes à gages se tient coite depuis l'enlèvement de Laurent Gbagbo par les Français, qui l'ont remis à de sombres brutes pour qu'il soit humilié et séquestré avec sa femme, Simone ? Pourtant, les rebelles poursuivent leurs

massacres, jouissent de l'impunité et se tuent même entre eux, ce qui est très embarrassant pour Radio-Canada, qui nous présentait Alassane Ouattara comme le grand démocrate désigné comme vainqueur par la « communauté internationale ». Les élections fédérales tombant à point nommé, Radio-Canada a donc changé de sujet. Elle se désintéresse du conflit au moment où il vient de faire des milliers de morts. Quel contraste avec ce qui s'est passé entre décembre et mars ! Radio-Canada nous avait alors habitués aux quelques centaines de morts des statistiques plus ou moins fictives de l'ONU pour accabler Laurent Gbagbo de tous les maux.

Dans la première photo ci-dessus, des civils sont utilisés comme bouclier humain par les rebelles de Ouattara. Dans la seconde, l'un des civils servant de bouclier est tué lors d'un échange de tirs.

Le chaos et la terreur engendrés par l'ONU et la France, qui disaient vouloir protéger les civils, règnent partout sur le territoire ivoirien. Il y

aurait deux-millions de déplacés. Les gens se terrent dans les plantations ou dans leur maison, en ville. Ils manquent de nourriture. Les voyous drogués et sans âme recrutés par Ouattara tuent, pillent, violent et saccagent. Les cadavres jonchent les rues. L'ONU, force des Nations Unies en Côte d'Ivoire, tire avec ses canons sur les civils de la vaste commune de Yopougon, en plein coeur d'Abidjan. Les jeunes hommes sans arme sont systématiquement « arrêtés », sous prétexte que ce sont des miliciens. S'ils résistent, ils sont tués. Les casques bleus restent sagement dans leur caserne, à Duékoué, pendant qu'à trois kilomètres de leur camp, des dozos sanguinaires massacrent plus de huit-cents civils innocents en deux jours, dans les cris d'horreur. Mais, soudainement, Radio-Canada a des choses plus importantes à nous dire que de nous parler de la tragédie provoquée par la soi-disant « communauté internationale », tout comme Radio-Canada occulte constamment le rôle machiavélique de la soi-disant « communauté internationale » dans le drame haïtien.

Je veux aujourd'hui que mes compatriotes québécois prennent conscience d'un scandale abominable et de la nature diabolique de ceux qui en sont la cause. Pétrole de l'île d'Anticosti ou pétrole du golfe de Guinée, gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent ou cacao ivoirien : même avidité et même mépris pour l'humanité. Je n'aurai de repos que lorsque les Québécois descendront dans la rue avec l'Afrique et les autres peuples meurtris pour réclamer la justice. Je n'aurai de repos que lorsque chaque peuple s'apercevra qu'il n'est pas seul et cessera de croire ce que les menteurs au service de la ploutocratie racontent à propos des autres peuples. Ivoiriens, Haïtiens, Serbes, Congolais, Afghans, Irakiens, Palestiniens, Cubains, Français, Étasuniens et Québécois doivent cesser de se voir les uns les autres à travers le filtre des grands médias et doivent se parler directement. Quand la maison du voisin brûle, on peut bien faire semblant que le problème ne nous concerne pas, mais un jour viendra peut-être où ce sera la nôtre qui sera en feu. Il n'y a d'avenir pour l'humanité que dans la solidarité.

De la naïveté à la complicité

Si la désinformation est responsable de l'apathie du citoyen lambda, comment se fait-il tout de même que les plus politisés d'entre nous se laissent endormir de la sorte ? Les fabrications mensongères qu'on essaie de nous implanter dans le cerveau sont d'une grossièreté qui saute aux yeux. Et nous nous sommes fait faire le coup des dizaines de fois avant, à chaque guerre ou opération impériale de supposé « maintien de la paix ». Comment pouvons-nous être dupes des mêmes mensonges ? Comment

pouvons-nous croire que la propagande se conjugue uniquement au passé, dans les manuels d'histoire ? Comment nous, les Québécois, pouvons-nous nous imaginer qu'il n'y a de désinformation que lorsque nous en sommes les victimes ? Nous dénonçons le Québec *bashing* ou la dissimulation des reculs du français, mais en même temps, nous croyons sans discernement ce que les médias nous racontent au sujet des guerres impériales.

À entendre parler beaucoup de gens supposément intelligents, Obama, Sarkozy, Harper et leurs pions menteurs onusiens, qui tiennent la « communauté internationale » en laisse, éprouveraient soudainement une grande passion pour la démocratie en Afrique. Du Gabon à la Tunisie en passant par le Rwanda, ils entretiennent depuis belle lurette des relations tout à fait cordiales avec des dictateurs qui tantôt « s'accrochent au pouvoir » depuis des décennies, tantôt commettent des massacres à grande échelle. On sait bien pourquoi de telles amitiés sont cultivées : les ressources naturelles et les profits. Pour quelle autre raison a-t-on déjà fait la guerre ? Nommez-moi un seul cas où des troupes occidentales ont défendu des principes moraux par grandeur d'âme. Un seul cas où nos soldats se sont battus pour la justice et la paix. Un seul cas où l'on n'a pas menti systématiquement au peuple qui fournit la chair à canon pour justifier la guerre. Il n'y en a aucun. Qu'à cela ne tienne, partout autour de moi, des Québécois sont disposés à croire qu'en Côte d'Ivoire, la machine à larguer des bombes s'est mutée en douce fée venue apporter la démocratie d'un coup de canon à étoiles.

Incommensurable est la souffrance humaine causée par les faux justiciers qui ont toujours un vilain à mater quelque part et qui réussissent à garder leur image de bons grâce à leur emprise totale sur les médias. Les vilains sont souvent en Afrique, mais pas seulement là. Songez aux centaines de milliers de morts et de blessés et au million de réfugiés de l'Irak : fallait casser la gueule au vilain Saddam. Songez à l'Afghanistan martyrisé depuis 2001, où la corruption et le trafic de drogue règnent. Quel progrès ! Quelle belle œuvre humanitaire ! Fallait casser la gueule à Ben Laden. Il y a toujours des gueules à casser quelque part. Surtout là où se trouvent de mauvais clients. Et ce cassage de gueules laisse dans son sillage des drames qui perdurent.

En 1999, l'OTAN largue des milliers de tonnes de bombes sur la Yougoslavie pendant 78 jours. Alors qu'on nous vante la guerre propre, avec des frappes chirurgicales, des hôpitaux et des écoles sont touchés, comme ce sera le cas en Irak, quatre ans plus tard. Mais ces drames sont occultés à Radio-Canada et ailleurs, comme toujours. Le complexe

pétrochimique de la ville de Pancevo est détruit par les frappes, causant fuites toxiques et contamination. Aujourd'hui, les hôpitaux de Pancevo sont remplis de cancéreux. Les invalides sont légion. Les enfants souffrent d'asthme. Les cimetières se remplissent de gens morts à quarante ou cinquante ans.

L'OTAN disait que les bombardements avaient pour but d'éviter une catastrophe humanitaire au Kosovo. Fallait une fois de plus casser la gueule d'un vilain : Milosevic. Or, les habitants de Pancevo se demandent encore aujourd'hui quel rapport il y avait entre cet objectif et les usines de leur ville. En fait, comme toujours, la démocratie et la protection des faibles n'étaient pour rien dans l'œuvre destructrice des maîtres du monde. Il s'agissait de porter au pouvoir un faux mouvement indépendantiste constitué par [la pègre kosovare d'Hashim Thaçi](#), qui faisait dans le trafic d'organes et qui règne aujourd'hui sur la traite des blanches en Europe. Il s'agissait aussi d'établir une base de l'OTAN au Kosovo, berceau de la Serbie. Voilà pourquoi on a agressé les Serbes, on les a tués en invoquant de faux charniers et on a dépecé leur pays.

Combien de fois encore avalerons-nous toutes les couleuvres que les médias aux ordres nous apprêtent chaque jour ? Combien de tragédies provoquées par les gardiens autoproclamés de la paix devront avoir lieu pour que l'on cesse de faire comme si les Radio-Canada de ce monde n'avaient pas pour fonction de relayer des mensonges et de nous mettre des idées dans la tête ? Il y a un moment où la naïveté, la paresse intellectuelle et le je-m'en-foutisme deviennent de la complicité.

La réalité masquée par les médias occidentaux en Côte d'Ivoire

Les raisonnements tenus par les médias occidentaux, au sujet de la crise actuelle en Côte d'Ivoire, tiennent purement et simplement du délire mythomane. Les journalistes aux ordres font gober des balivernes à leur public en répétant de fallacieux mantras, en accréditant les propos des terroristes et des assassins, en véhiculant les mensonges des humanitaires à gages et en reléguant au second plan certaines vérités fondamentales.

Dès le début de la crise postélectorale, Laurent Gbagbo a demandé simplement qu'un comité international recompte les voix pour régler le contentieux, qui s'apparente à beaucoup de situations rencontrées dans d'autres pays, y compris aux États-Unis à l'élection présidentielle de 2000. Alassane Ouattara a rétorqué qu'il ne fallait pas recompter les voix, que Laurent Gbagbo devait partir et que, s'il refusait de s'en aller, il fallait l'extirper militairement de son fauteuil. Donc, celui que Sarkozy appelle un dictateur a demandé une médiation impartiale, tandis que celui qui serait le

vrai démocrate, « reconnu par la communauté internationale », a répondu qu'il fallait faire la guerre civile, sachant très bien que l'extirpation ne se réaliserait qu'au prix d'un grand nombre de vies humaines et ne pourrait pas être une opération « chirurgicale ».

Les appels à la guerre de Ouattara n'ont rien d'étonnant lorsqu'on sait que lui et ses parrains français à la solde du grand capital ont entrepris de déloger Gbagbo par la force dès septembre 2002, dans une tentative de coup d'État qui a été suivie de la guerre civile sanglante dont nous venons de voir le dernier épisode tragique et dont le bilan s'élève aujourd'hui probablement à près de vingt-mille morts et des dizaines de milliers de blessés. Les rebelles qui ont attaqué la Côte d'Ivoire et commencé la guerre civile ont toujours agi pour le compte d'Alassane Ouattara et se sont comportés de manière sanguinaire, capturant des policiers chez eux, [les torturant et les exécutant sur la place publique](#), tantôt par balle, tantôt en les transformant en torches humaines, tantôt par d'autres procédés.

Les hélicoptères de combat français qui tirent sur les civils ne sont pas une nouveauté en Côte d'Ivoire. La France est constamment intervenue, ainsi que les mercenaires onusiens, pour soutenir les rebelles, qui ne seraient pas allés bien loin sans cette aide. Déjà, en novembre 2004, [les hélicoptères français faisaient des cartons sur les manifestants](#). Quelques jours plus tard se produisait l'abominable tragédie de l'Hôtel Ivoire, où des soldats français ouvrirent le feu sur des manifestants désarmés, en tuant des dizaines et en blessant des centaines.

À partir de la fin mars 2011, les hélicoptères de combat français et ceux de l'ONU, qui convoaient déjà les rebelles depuis plusieurs mois, se sont mis à leur fournir un véritable appui aérien tactique. Alors que les rebelles intensifiaient leurs massacres de civils, les Français et l'ONU se sont mis à pilonner « les armes lourdes » de Laurent Gbagbo et la résidence du chef de l'État, à Abidjan. Les bombardements ont duré plusieurs jours, empêchant les Abidjanais de fermer l'oeil la nuit et faisant de nombreuses victimes civiles.

Sans ces frappes aériennes et la protection des blindés onusiens et français, jamais les rebelles, véritable bande de voyous désorganisés et disparates, ne seraient venus à bout de l'armée ivoirienne. Ils n'étaient capables que d'une chose : semer partout la terreur. Actuellement, les rebelles de Guillaume Soro et ceux d'Ibrahim Coulibaly (IB) s'entredéchirent en Côte d'Ivoire. Que fallait-il attendre de la part de pareilles hyènes ?

Le prétexte de la France et de l'ONU pour détruire les dépôts de munitions et les blindés ivoiriens ? Les armes en question auraient menacé les civils.

Or, quoi qu'aient pu en dire Ouattara et ses assassins qui ne cessent de vouloir masquer leurs crimes par des mensonges éhontés, jamais les Forces de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire n'ont tiré sur des civils. Il a fallu que des menteurs onusiens s'en mêlent pour pallier l'absence totale de fondement aux accusation de crimes de guerre contre Laurent Gbagbo.

Le gros mensonge initial

La crise provoquée volontairement par l'ONU en Côte d'Ivoire a été déclenchée par un mensonge initial, c'est-à-dire le mensonge de la victoire électorale d'Alassane Ouattara. Ni Ouattara, ni l'ONU n'ont accepté que l'on recompte les voix, comme l'a constamment demandé Laurent Gbagbo, et ce, pour une raison évidente : un examen impartial de ce qui s'est passé lors du second tour aurait clairement mis en évidence le mensonge et aurait démontré la victoire de Laurent Gbagbo.

Compte tenu des énormes pressions exercées sur Laurent Gbagbo, l'élection a eu lieu même si les rebelles n'avaient pas désarmé comme convenu dans les accords de paix. (Après le feu d'artifice de la destruction des armes des forces ivoiriennes, en quelques jours, on voit bien maintenant que la France et l'ONU auraient eu amplement les moyens de désarmer les rebelles sur une période trois ans, si elles avaient voulu.) Le premier tour se tient le 31 octobre 2010 et le second, le 28 novembre. Laurent Gbagbo est premier le 31 octobre avec 38 % des voix, contre 32 % pour Alassane Ouattara et 25 % pour Henri Konan Bédié.

Au premier tour, Young-Jin Choi, le représentant de Ban Ki-moon en Côte d'Ivoire, attend la proclamation par le Conseil constitutionnel pour attester, au nom de l'ONU, que l'élection s'est tenue dans le respect des règles. Le second tour entrainera un imbroglio. M. Choi n'attendra pas la proclamation du Conseil constitutionnel et attestera plutôt le résultat fictif donné par le président de la Commission électorale indépendante.

Les membres de la Commission électorale indépendante (CEI) n'arrivent pas à s'entendre, car des irrégularités importantes entachent les résultats dans la zone occupée par les rebelles (zone CNO). Après trois jours, le délai de la CEI est expiré et elle doit remettre le dossier au Conseil constitutionnel, comme le prévoit le Code électoral de la Côte d'Ivoire. Mais, après l'expiration du délai, le 2 décembre, coup de théâtre, le président de la CEI, Youssouf Bakayoko, se rend au QG d'Alassane Ouattara pour y annoncer la victoire de ce dernier.

M. Bakoyoko est emmené au QG de M. Ouattara par les ambassadeurs des États-Unis et de la France. Il n'est accompagné d'aucun autre membre de la CEI. Seuls des journalistes étrangers sont présents au moment de l'annonce.

Aucun journaliste ivoirien n'est sur place. Serait-il normal que le lieutenant-gouverneur du Québec arrive dans une voiture de la GRC au QG de campagne du Parti libéral du Québec, pour y annoncer le résultat des prochaines élections générales québécoises, sans égard aux prérogatives du directeur général des élections, en présence uniquement de journalistes du *Globe and Mail*, de l'*Ottawa Citizen* et du *Calgary Herald* ?

Sans attendre la proclamation officielle des résultats par le Conseil constitutionnel, qui est le seul habilité à le faire selon la Constitution de la Côte d'Ivoire, Young-Jin Choi atteste les résultats annoncés par Youssouf Bakayoko. Selon M. Choi, de nombreux agents de l'ONUCI avaient été déployés sur l'ensemble du territoire national pour rendre compte du déroulement du scrutin. Ils ont pu constater que l'élection s'est tenue dans de bonnes conditions et que, s'il y a eu des irrégularités, elles sont mineures et ne justifient pas une remise en question du résultat. Voilà le gros mensonge fabriqué par l'ONU qui est à l'origine de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire.

Le Conseil constitutionnel, la plus haute autorité judiciaire au pays, comme la Cour suprême au Canada, n'est pas du tout du même avis que M. Choi. Lui et beaucoup d'autres observateurs constatent des fraudes massives et des violences commises dans les zones sous l'emprise des rebelles toujours armés. Yao N'dré, président du Conseil constitutionnel, annonce la décision de ce dernier. Laurent Gbagbo a remporté l'élection présidentielle. Le résultat définitif est le suivant :

Laurent Gbagbo : 51,45 %

Alassane Ouattara : 48,55 %

Il est à noter, par exemple, que, dans environ 500 bureaux de vote de la zone CNO, Laurent Gbagbo obtient 0 voix, ce qui veut dire que même ses propres représentants n'auraient pas voté pour lui, alors qu'il avait obtenu beaucoup de votes dans ces bureaux, au premier tour.

Contrairement à ce qu'affirme le menteur onusien Choi, de nombreuses délégations d'observateurs constatent des fraudes massives dans la zone CNO : des vols d'urnes par des soldats rebelles, des séquestrations d'observateurs, des votes multiples, des faux bulletins sans hologramme, des bourrages d'urnes, l'empêchement de voter des partisans de Laurent Gbagbo, des agressions physiques contre eux ainsi que de nombreux préjudices matériels. L'un des observateurs de l'Union africaine, Mohamed Aref, témoigne de l'énorme manipulation. Pour lui, c'est très simple : les chiffres de Choi sont truqués.

Bien que la Constitution de la Côte d'Ivoire ne prévoie aucun recours contre les décisions du Conseil constitutionnel, les partisans d'Alassane Ouattara et leurs alliés occidentaux font valoir que le président de ce conseil a été nommé par Laurent Gbagbo. Est-ce une raison pour balayer du revers de la main la décision des juges ? Au Canada, par exemple, les juges de la Cour suprême sont nommés par le premier ministre. Le Québec a-t-il demandé aux casques bleus de bombarder Ottawa lorsque la Cour suprême du Canada a invalidé de nombreuses dispositions de la Charte de la langue française ?

Les partisans d'Alassane Ouattara et leurs alliés occidentaux font aussi valoir que, selon l'article 64 du Code électoral, le Conseil constitutionnel avait l'obligation d'ordonner la reprise du scrutin dans les 45 jours s'il constatait des irrégularités graves. Or, cet argument revient à donner plus de pouvoir à la CEI qu'au Conseil constitutionnel et à nier à ce dernier sa fonction de juge suprême en matière d'application des lois. Le Code électoral est une loi de la Côte d'Ivoire, qui doit être interprétée à la lumière de la Constitution et du reste du cadre juridique du pays.

De plus, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la tenue d'un scrutin honnête dans les zones sous l'emprise des rebelles aurait été difficile sans désarmement. Vu les circonstances, la plus haute autorité judiciaire avait le droit de prendre la décision qu'elle estimait dans l'intérêt du pays.

La Côte d'Ivoire étant un État souverain doté d'institutions démocratiques, il ne revient pas à la communauté internationale, mais bien à la population ivoirienne de choisir elle-même son président. Au Canada, accepterait-on que la « communauté internationale » proclame le vainqueur des élections et exerce des pressions énormes pour que les Canadiens acceptent ce choix ? Les litiges électoraux sont courants dans le monde. Chaque fois, on laisse les autorités administratives et judiciaires du pays les régler. Pourquoi veut-on que ce soit différent en Côte d'Ivoire ? Parce que la population est de race noire ?

Pour ajouter l'insulte à l'injure, lorsque l'Union africaine a formé un comité d'experts pour se pencher sur le litige, ce comité n'a pas du tout examiné le fond de la question, c'est-à-dire les documents électoraux. Il s'est borné à interroger divers acteurs du dossier et s'est appuyé sur les résultats fictifs de Choi ainsi que sur une erreur d'appréciation grave. L'Union africaine étant financée à 80 % par l'Union européenne, elle est peuplée de menteurs qui sont sur la même liste de paye que les menteurs onusiens. Voici un extrait de la réplique du gouvernement Gbagbo au rapport du comité d'experts, réplique que l'on pouvait trouver dans le site de la présidence de

la Côte d'Ivoire, mais qui s'est volatilisée puisque Ouattara a fait fermer le site. Heureusement, j'en avais conservé une copie :

« L'Union Africaine fonde [...] sa décision sur une erreur d'appréciation grave commise par le groupe d'experts, à savoir que la requête en annulation du Candidat Laurent GBAGBO portait sur quatre (04) et non pas sept (07) départements. Selon eux, en annulant sept au lieu de quatre, le Conseil Constitutionnel est allé au-delà de ce qui lui était demandé. En vérité, le Conseil Constitutionnel était saisi pour annuler huit (08) départements : Bouaké, Katiola, Dabakala, Boundiali, Korogho, Ferké, Beoumi, Sakassou. Le Conseil a éliminé seulement sept (07) : Bouaké, Katiola, Dabakala, Boundiali, Korogho, Ferké, Séguéla soit moins que ce qui lui était demandé. Cette confusion grave apparaît comme une manœuvre délibérée pour discréditer la décision du Conseil Constitutionnel et arracher la décision des membres du Panel et du CPS en faveur d'Alassane Ouattara. »

Les lecteurs qui souhaitent vérifier dans les détails l'information ci-dessus peuvent consulter le site [International Watch](#), où ils trouveront des documents officiels relatifs au second tour de l'élection présidentielle, y compris beaucoup de preuves des fraudes massives.

Les mensonges pour incriminer Gbagbo

On connaissait déjà le rôle délétère des faux pacificateurs onusiens à Haïti ou encore en République démocratique du Congo, où, à l'été 2010, par exemple, dans le village de Luvungi, ils ont laissé des bourreaux en armes violer des femmes et des enfants pendant une semaine, sans intervenir.

S'il restait encore un seul gramme de crédibilité à la « communauté internationale », elle vient de le perdre en Côte d'Ivoire, où les masques vertueux des onusiens sont tombés pour de bon. L'ONU s'est complètement déshonorée en devenant le foyer de propagation des mensonges, et les casques bleus se sont transformés au grand jour en terroristes aux côtés des rebelles, pour tuer des Ivoiriens.

Si vous cherchez partout dans les médias ou ailleurs des preuves solides des accusations portées contre Laurent Gbagbo, vous n'en trouverez nulle part. Vous entendrez des affirmations, des histoires, mais jamais de preuves concluantes semblables aux nombreuses preuves visuelles et matérielles très accablantes contre Alassane Ouattara et ses amis de l'Élysée et de l'ONU. Vous verrez par ailleurs beaucoup de mensonges construits de toutes pièces par les humanitaires à l'impartialité factice ainsi que par les chefs onusiens, puis relayés par les grands médias. Laurent Gbagbo ayant toujours été un homme de paix et de démocratie, il a fallu, pour

pouvoir convaincre le public occidental que c'était un dictateur, cacher certains faits cruciaux et organiser des mises en scène.

Navi Pillay, la haute commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, [a inventé des histoires de charniers](#) et, après avoir prétendu faussement que l'ONUSC ne pouvait pas se rendre sur place pour vérifier, elle a dû [reconnaître dans un cas que le charnier n'existait pas](#). Dans les autres cas, l'ONU n'a pas enquêté. Évidemment, le mal était fait, quant à la réputation de Laurent Gbagbo. L'ex-député norvégien Lars Rise a mis les points sur les « i » : la France se comporte comme au bon vieux temps des colonies, l'ONU aggrave la situation au lieu de l'améliorer et Mme Pillay raconte des sornettes.

Ban Ki-moon [a inventé des livraisons d'hélicoptères biélorusses](#) au gouvernement de la Côte d'Ivoire, qui était soumis à un embargo sur les armes tandis que les rebelles étaient bien approvisionnés en armes par la France et l'ONU. Devant les protestations de Minsk, Alain Le Roy, le chef des opérations de « maintien de la paix » de l'ONU, a dû [reconnaître que son patron Ki-moon avait menti](#).

Comme preuve de la « campagne de violence organisée » des forces de sécurité et des milices soutenant Laurent Gbagbo, les humanitaires à gages de Human Rights Watch ont présenté l'image de partisans d'Alassane Ouattara tués le 16 décembre 2010 à Abobo pour accompagner un [récit largement fantaisiste](#), construit à partir des faux témoignages de menteurs à la solde d'Alassane Ouattara. Human Rights Watch a pris bien soin de ne pas préciser les circonstances de la prétendue manifestation du 16 décembre, qui était en fait [une attaque en règle des rebelles aidés par des casques bleus](#), avec mitrailleuses et lance-roquettes, contre le siège de la RTI, la radio et la télévision d'État ivoiriennes. Human Rights Watch est financée par la fondation étasunienne National Endowment for Democracy, une création de Ronald Reagan pour remplacer la CIA dans les opérations de propagande.

L'une des « opérations psychologiques » les plus médiatisées de l'ONU contre Laurent Gbagbo est survenue le 3 mars 2011. Quelques partisans d'Alassane Ouattara organisèrent une mise en scène grossière où « six à huit femmes » furent prétendument massacrées par les Forces de défense et de sécurité (FDS) ivoiriennes. Alain Le Roy, le secrétaire général adjoint au Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, affirma officiellement que les femmes avaient été abattues « par des mitrailleuses lourdes de calibre 12,7 ». [La dépêche de l'AFP](#) relayant le mensonge de M. Le Roy fut immédiatement reprise par des dizaines, voire des centaines

de grands médias. Les grandes chaînes européennes diffusèrent plusieurs reportages télévisuels ([dont voici un exemple](#)) qui reprenaient des extraits choisis de la vidéo amateur des comédiens pro-Ouattara.

Or, dans la vidéo amateur (mais pas dans les extraits diffusés par les médias), on voit soudainement, entre autres invraisemblances, l'une des femmes supposément massacrées revenir miraculeusement à la vie et se faire dire par le caméraman de se recoucher. Elle s'exécute aussitôt en prenant soin de replacer elle-même son bras pour cacher son visage. De plus, on entend clairement les coups de feu, au nombre de trois, qui sont simplement des tirs de sommation et sont provoqués volontairement par des jeunes hommes s'avançant vers les blindés des FDS. Il n'y a manifestement aucun tir de mitrailleuse. Voici une analyse édifiante de la mise en scène ainsi qu'un reportage de la RTI qui la dénonce, tout en soulignant que les médias occidentaux [n'en sont pas à leur premier mensonge](#).

Radio-Canada a diffusé la nouvelle du prétendu massacre à au moins cinq reprises, y compris quatre fois après le 5 mars, date à laquelle j'ai communiqué à la journaliste Sophie Langlois des preuves indiscutables qu'il s'agissait d'une mise en scène. Une [page Web](#) présentant le massacre des sept femmes comme un fait avéré est encore en ligne dans le site de Radio-Canada.

Pire encore, Radio-Canada a essayé de couvrir le mensonge par un mensonge additionnel. Elle a dépêché la journaliste Sophie Langlois à Abidjan et lui a demandé [d'interroger à la caméra l'un des complices pro-Ouattara de la mise en scène](#) comme si c'était un moyen d'attester la véracité du massacre. Pendant son voyage, Mme Langlois s'est empressée d'interviewer de nombreuses prétendues victimes pro-Ouattara des FDS. Elle en a rapporté beaucoup de ragots, mais n'a présenté, dans ses reportages, aucune preuve concluante pour étayer les accusations contre Laurent Gbagbo. À l'inverse, pendant la semaine où elle était en Côte d'Ivoire, Mme Langlois n'a rencontré pratiquement aucune victime des tueurs de Ouattara, malgré l'aide qui lui a été fournie par moi et des Ivoiriens du Québec pour lui permettre de rencontrer de telles personnes et de constater leurs blessures sur place.

Dès le 12 mars, j'ai porté [plainte auprès de l'ombudsman](#), Mme Julie Miville-Dechéne, contre le comportement de Radio-Canada dans la crise postélectorale ivoirienne et en particulier contre la participation de Radio-Canada à l'opération psychologique onusienne du 3 mars 2011. L'enjeu étant beaucoup trop important, il est évident que jamais Radio-Canada ne

reconnaitra sa culpabilité et qu'elle fera tout pour soit nier, soit minimiser ses mensonges. Ce sera la preuve définitive qu'il n'est plus de mise de parler d'une « théorie du complot », mais bien d'un complot avéré.

Les Ivoiriens du Québec et leurs familles au Côte d'Ivoire ayant subi des préjudices incommensurables en raison de l'agression militaire et économique que leur pays a subie, ils auraient selon moi intérêt à envisager des poursuites judiciaires contre Radio-Canada. Jamais la destruction de la Côte d'Ivoire n'aurait été possible sans la campagne de désinformation massive orchestrée par les médias au service du grand capital, dont la propagande consistant à inverser complètement les rôles a certainement influencé les politiciens québécois et canadiens dans leur position relativement à la Côte d'Ivoire. Jamais les gens de bonne volonté, qu'ils soient députés ou simples citoyens, n'auraient cautionné [l'appui moral, humain et financier fourni par Stephen Harper et Jean Charest](#) au terroriste Alassane Ouattara s'ils avaient su la vérité. Et il est certain qu'en se dissociant publiquement de Sarkozy, des gens comme Amir Khadir, Gilles Duceppe et Pauline Marois auraient pu lancer un mouvement de prise de conscience. Leur intervention aurait pu être le grain de sable dans l'engrenage infernal. Mais pour cela, il aurait fallu qu'ils soient honnêtement informés, ce qui n'a manifestement pas été le cas.

Un coup d'État pour le pétrole

Alassane Ouattara a obtenu « l'extirpation » qu'il souhaitait, mais elle est loin d'avoir été « chirurgicale » et sans douleur. Son coup d'État a réussi non pas à cause des rebelles, mais bien grâce à l'armée française et aux mercenaires onusiens. La phase finale de la quête du pouvoir de M. Ouattara se solde par un déluge de bombes, d'obus et de missiles français, la neutralisation des forces de l'ordre ivoirienne, la remise en liberté de centaines de criminels dans Abidjan, des pillages incessants, des millions de déplacés, des millions de personnes enfermées chez elles, sans nourriture, pendant plusieurs jours, des milliers de morts et de blessés parmi les civils ainsi que l'anéantissement de l'administration publique.

Les bureaux des ministères ivoiriens ont été saccagés de même que la résidence du chef de l'État et l'Assemblée nationale. Les institutions politiques et judiciaires sont inopérantes. L'ancien chef de l'État a été arrêté et humilié de même que tous ses partisans. Il est détenu ainsi que sa femme depuis le 11 avril 2011, sans qu'aucune accusation précise soit portée contre eux. Les militaires et les politiciens qui n'étaient pas favorables à M. Ouattara ont le choix entre l'allégeance forcée, l'exil ou la persécution, voire la torture et l'élimination. Même lorsqu'ils ne sont pas armés, les

jeunes hommes considérés comme des partisans de Laurent Gbagbo sont déshabillés, faits prisonniers, détenus dans des conditions atroces, torturés, utilisés comme boucliers humains et parfois exécutés, sous prétexte que ce sont des « miliciens ». Les terroristes illettrés de M. Ouattara réclameront bientôt des postes de dignitaires, de luxueuses demeures pour leur famille et des limousines. Ils installeront un régime des plus corrompus. Le pays risque d'être pratiquement ingouvernable sans une forte répression. Voilà la démocratie imposée par les valets français et onusiens du grand capital occidental, Nicolas Sarkozy en tête, avec la bénédiction de la « communauté



internationale ».

Des civils sont capturés par les rebelles de Ouattara.

Le coup d'État sanglant de 2011 et ses séquelles très douloureuses qui ne sont pas près de s'estomper

contrastent nettement avec ce qui s'était produit en 2000, lors de l'élection de Laurent Gbagbo. À l'époque, le général Robert Guéï, auteur d'un coup d'État en 1999, s'était proclamé vainqueur, en truquant les résultats. La population descendit massivement dans la rue et les travailleurs se mirent en grève, malgré la répression policière qui fit des morts. (Ouattara et ses complices attribuent régulièrement les victimes de cette répression aux partisans de Laurent Gbagbo, mais ce n'est qu'un mensonge de plus.) Le général Guéï fut obligé de constater qu'il n'avait pas du tout la faveur populaire et s'avoua vaincu.

Après l'élection du 28 novembre 2010, Alassane Ouattara lança vainement des appels à la population pour qu'elle manifeste et fasse la grève. Les Ivoiriens ne suivirent pas ce mot d'ordre. Les manifestations pro-Ouattara furent de fausses manifestations, orchestrées par des metteurs en scène, comme celle du prétendu massacre du 3 mars. Les télévisions occidentales relayèrent des images de jeunes hommes armes blanches à la main, mettant

le feu à des pneus et se disant prêts à « en finir avec Laurent Gbagbo ». On vit, dans les manifestations prétendument pacifiques pro-Ouattara, des hommes en civil transporter des armes, y compris des lance-roquettes. Voici un exemple de manifestation « pacifique » pro-Ouattara.

Laurent Gbagbo, lui, n'a jamais eu recours à la violence et a toujours joui de la faveur populaire. C'est [une sorte de René Lévesque ivoirien](#). Digne héritier de Patrice Lumumba et de Thomas Sankara, père du multipartisme et de la liberté de presse en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo a suspendu l'application du principe de l'ivoirité, adopté par Henri Bédié, aujourd'hui paradoxalement allié de Ouattara. C'est grâce à Laurent Gbagbo que Ouattara a pu se présenter à l'élection présidentielle. Laurent Gbagbo n'a jamais mis ses adversaires en prison. Alassane Ouattara, lui, vient d'emprisonner Laurent Gbagbo pour la deuxième fois. Il l'avait fait déjà le [18 février 1992](#).

Quelques jours avant que ne débute l'offensive finale de la France et de l'ONU qui sema la désolation en Côte d'Ivoire, les grands médias occidentaux se gardèrent bien de nous informer de la grande manifestation pacifique d'appui aux institutions ivoiriennes et à Laurent Gbagbo qui réunit des centaines de milliers de personnes au cœur d'Abidjan. Pendant vingt-quatre heures, les 26 et 27 mars 2011, la Place de la République fut envahie par des Ivoiriens venus demander au monde d'entendre leur appel à la paix, à la souveraineté des peuples et au respect des êtres humains. À perte de vue, toutes les artères menant à cette place étaient remplies de monde venu passer la nuit à écouter orateurs et artistes. C'était émouvant d'entendre la foule entonner l'Abidjanaise ou « David contre Goliath ». Mais personne à Radio-Canada ne nous en parla.

Quand je revois les images de ce peuple fier et admirable de résistants, je pense à tous ceux qui chantaient et dansaient pour leur pays et qui ont été assassinés par la folie meurtrière du grand capital, dans l'indifférence de mes compatriotes québécois, au milieu des histoires insignifiantes dont nous abreuvent les médias. J'en éprouve une grande tristesse. Vous me pardonnerez de manquer d'intérêt pour le vote de confiance de Pauline Marois ou la bataille électorale de Gilles Duceppe.

Combien de temps encore resterons-nous prisonniers de l'univers d'information-fiction qui balise notre démocratie imaginaire, au service de la guerre, du pillage et du mensonge ? Nous sortons parfois brutalement de notre rêve éveillé, par exemple pour un puits de gaz que des employés obéissants, sur la liste de paye des grands patrons, commencent à creuser sur nos terres. Et comme le capital finit quand même par arriver à ses

objectifs en silence, au Québec, derrière les portes closes des officines du parti des exploiters libéraux, il n'a pas besoin de nous tuer. Pourvu que nous continuions de jouer docilement notre rôle dans le système.

Depuis la création du système de Bretton Woods, en 1944, ce sont la Banque mondiale, le FMI, Wall Street, le complexe militaro-industriel, les magnats de la finance et la Federal Reserve avec sa planche à monnaie de singe qui nous dirigent vraiment. Pas les politiciens que nous élisons et qui ne sont que des marionnettes. Les maîtres du monde nous accordent le privilège de nous bercer des illusions de la démocratie tant que nous leur obéissons et que nous les laissons nous plumer, sans remettre en question leur droit héréditaire et absolu d'exploiter les pays et les peuples à leur guise. Quand ils nous disent qu'ils vont abaisser la cote de crédit de notre État de AAA à AA si nous ne laissons pas les gens mourir dans les couloirs de nos hôpitaux, notre premier ministre leur obéit. Quand les mêmes agences de notation derrière lesquelles se cachent les voleurs de Goldman Sachs nous disent d'investir nos économies dans des prêts hypothécaires à risque érigés en placements fiables portant la cote AAA, notre Caisse de dépôt et placement leur obéit et perd quarante-milliards de dollars. Peu de temps après, son directeur, un certain Henri-Paul Rousseau, trouve refuge chez Desmarais, maître de l'information au Québec, parrain de Nicolas Sarkozy et actionnaire de référence de la quatrième pétrolière au monde, Total... qui a le pétrole de la Libye et du golfe de Guinée dans son collimateur. Tiens, tiens.

Cela crève les yeux que le massacre des Ivoiriens pour déloger Laurent Gbagbo n'a rien à voir avec la démocratie et tout à voir avec l'économie du pillage. C'est [le pétrole du golfe de Guinée](#) (35 milliards de barils de réserves connues) qui explique cette nouvelle fureur assassine déguisée en entreprise de défense de la démocratie, après l'Irak et l'Afghanistan. De la même manière, c'est [le pétrole de la Libye](#) qui explique qu'il faille y bombarder Tripoli tout en accusant Kadhafi d'être lui-même le responsable des tueries, ce qui est ridiculement insensé quand on sait que, dès les premiers jours du « soulèvement populaire », les pauvres « manifestants pacifiques » tiraient sur des commissariats de police avec des lance-roquettes.

Un État fort et des dirigeants qui ne sont pas des marionnettes du grand capital constituent le plus grand des dangers pour ceux qui ont vu leur fortune décupler avec le néolibéralisme et qui se paient tous les serviteurs qu'ils veulent. C'est pour cela que les groupes qui visent à démanteler, affaiblir ou repenser le « modèle québécois », comme le Réseau liberté

Québec ou l'Institut économique de Montréal, sont si bien financés et que leurs porte-paroles occupent toutes les tribunes médiatiques. Un État fort met le capital au service du peuple, et non l'inverse, tout en privant les ultrariches des vaches à lait qu'ils achètent et rentabilisent avec des deniers publics. C'est pour cela que les valets de ces riches brandissent des tas d'épouvantails aussitôt qu'il est question de nationalisation. On nous prédisait la fin du monde lors de la nationalisation de l'électricité, dans les années 1960. Hydro-Québec fut une réussite colossale. Puis, au début des années 2000, on nous a rebattu les oreilles avec le fiasco de la Gaspésia, preuve indubitable de l'incapacité de l'État à gérer efficacement les affaires, si l'on en croit les chantres du capitalisme sauvage.

La campagne de dénigrement contre Laurent Gbagbo en vue de le renverser a commencé en 2001, dès l'adoption du premier budget de son gouvernement, qu'il avait appelé un « [budget sécurisé](#) ». Laurent Gbagbo voulait que son pays se désenclave du système de Bretton Woods et mette fin à l'endettement infini, instrument privilégié d'asservissement de l'Afrique employé par le FMI, dont Alassane Ouattara a été le directeur général adjoint. Laurent Gbagbo a commencé à devenir un « dictateur » avec ce budget, lorsqu'il essayait de donner à son peuple les outils nécessaires pour se libérer. C'est à ce moment qu'on a décidé de le remplacer par l'homme du FMI, Alassane Ouattara. Mais la résistance du peuple ivoirien a été très vive. Pour seulement donner l'illusion qu'on installe M. Ouattara au pouvoir, le président élu « par la communauté internationale » qui ne gouverne toujours rien, il a fallu presque neuf années de tentatives de coup d'État, de guerre civile, de terrorisme, d'affaiblissement de l'État ivoirien, de bombardements par la France, de trucages électoraux, de cruels embargos, notamment sur les médicaments, et d'autres pressions démesurées par les puissances occidentales, contre un petit pays d'Afrique de l'Ouest.

Desmarais et Power Corporation sont parmi ceux qui comptent sans doute profiter le plus du massacre des Ivoiriens, vu leurs intérêts dans Total. Parions que M. Desmarais n'a pas essayé de convaincre son poulain Sarkozy de retenir ses bombes. Parions aussi que ses ordres se sont bien rendus aux journalistes à gages radiocanadiens, conformément à l'entente secrète qui lie sa société de désinformation Gesca à la Société Radio-Canada. Desmarais, Sarkozy, Harper, Charest : les ennemis du peuple ivoirien sont aussi les ennemis du peuple québécois. Il est temps que l'Afrique et le Québec commencent à se parler.

**LIBEREZ
GBAGBO**



18 JOURS
DE DETENTION ARBITRAIRE
POUR LUI ET SES PROCHES
NE LES OUBLIONS PAS
SIGNEZ LA PETITION

Voici quelques sites, articles et vidéos à consulter, en plus des liens fournis dans le texte ci-dessus, pour entendre autre chose que le lavage de cerveau des grands médias, qui s'efforcent de nous faire croire qu'il y a unanimité à propos de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire.

[Abidjan vérités](#)

[Analyse de Guy Labertit, ancien délégué national du Parti socialiste français pour l'Afrique](#)

[bis repetita](#)

[Blogue de Gilbert Collard](#)

[Cameroonvoice](#)

[Cameroonvoice - Silence on tue](#)

[Communiqué du Front national le 4 avril 2011](#)

[Communiqué du Front national le 11 avril 2011](#)

[Complot occidental en Côte d'Ivoire : une évidence -](#)

[Yves Rocheleau, ancien député du Bloc Québécois](#)

[Cote d'Ivoire Presidential Conflict](#)

[Côte d'Ivoire Truth](#)

[Débat avec Vitrice Yekpe, Gaston Kelman et Grégory Protche, le 5 janvier 2011, à l'émission Toutes les France](#)

[Débat avec Vitrice Yekpe, Alain Toussaint et Grégory Protche, le 4 février 2011, à l'émission Toutes les France](#)

[Diaporama présenté par Bernard Desgagné à la table ronde du 18 mars 2011, à l'Université du Québec en Outaouais](#)

[DirectScoop.net](#)

[Discours du sénateur de l'Oklahoma Jim Inhofe le 4 avril 2011](#)

[Discours du sénateur de l'Oklahoma Jim Inhofe le 5 avril 2011](#)

[Discours du sénateur de l'Oklahoma Jim Inhofe le 7 avril 2011](#)

[Discours du sénateur de l'Oklahoma Jim Inhofe - French Colonialism Must](#)

[End](#)

[Djibity](#)

[Entrevue avec Calixthe Beyala](#)

[Entrevue avec Didier Julia au sujet de la position de la France](#)

[Entrevue avec Jean-François Probst, ancien bras droit de Jacques Chirac - Gbagbo plus proche de Mandela que de Mugabe - Télécharger le fichier audio de l'entrevue](#)

[Entrevue avec Laurent Gbagbo sur Canal+](#)

[Entrevue avec Laurent Gbagbo le 5 avril 2011](#)

[Entrevue avec Michel Galy sur BFMTV](#)

[Entrevue avec Michel Galy sur TF1](#)

[Entrevue avec Marcel Ceccaldi](#)

[Entrevue avec Marie-Antoinette Singleton sur CBN](#)

[Entrevue avec Marie-Antoinette Singleton sur CNN](#)

[Entrevue avec Roland Dumas et Jacques Vergès, le 11 janvier 2011, à l'émission Ce soir ou jamais - partie 1](#)

[Entrevue avec Roland Dumas et Jacques Vergès, le 11 janvier 2011, à l'émission Ce soir ou jamais - partie 2](#)

[Entrevue avec Roland Dumas et Jacques Vergès le 25 avril 2011 - partie 1](#)

[Entrevue avec Roland Dumas et Jacques Vergès le 25 avril 2011 - partie 2](#)

[Gri-Gri International](#)

[Indignez-vous](#)

[Infos Côte d'Ivoire](#)

[Ivoirebusiness](#)

[Lettre de Bernard Desgagné à Guy A. Lepage](#)

[Michel Collon parle des guerres impériales](#)

[Philippe Rémond, le Français tué à Yamoussoukro par les rebelles de Ouattara](#)

[Questions de Marine Le Pen à la Commission européenne](#)

[Résistances Côte d'Ivoire](#)

[Telediaspora](#)

[Trente conteneurs ONU remplis d'armes pour les rebelles](#)

[Year Zero In The Ivory Coast - Nigerian Village Square](#)

[Yop Capitale](#)

Nombreuses vidéos sur le post :

<http://www.vigile.net/La-tyrannie-et-ses-mensonges>

<http://r-sistons.over-blog.com/article-cote-d-ivoire-medias-mensonges-mecanismes-de-l-occident-diabolique-72601735.html>